

Document

Attaque contre l'euro et démantèlement de l'Union Européenne

(par Jean-Claude Paye- <http://www.voltairenet.org/fr>)

06.07.2010

Loin d'être l'action de la « main invisible du marché », la crise de l'euro est le fruit d'une stratégie mûrement préparée par Christina Rohmer et le Comité des conseillers économiques de la Maison-Blanche. Il s'agit de sauver l'économie étatsunienne en contraignant les capitaux européens à se réfugier outre-atlantique, et en plaçant à terme l'économie des Etats de la zone euro sous contrôle US via le FMI et l'Union européenne. Jean-Claude Paye analyse les premières étapes du processus en cours.

La crise de l'euro résulte d'un choix politique, celui des autorités de l'Union européenne de mettre en gage la monnaie commune, au lieu de restructurer la dette souveraine grecque. Une telle restructuration aurait sauvegardé l'euro, mais aurait mis à contribution les banques, ces dernières perdant une partie de leurs créances dans l'opération. Les institutions financières françaises auraient environ 50 milliards de dette hellénique dans leurs bilans, tandis que 28 milliards seraient détenus par des banques allemandes [1]

Cependant, la sauvegarde de quelques dizaines de milliards d'euros des institutions financières ne justifie pas une telle prise de risque. L'enjeu fondamental, en mettant la pression sur la monnaie commune, est de faire payer la crise aux salariés et ainsi d'effectuer un gigantesque transfert de revenus des ménages vers les entreprises, principalement vers les institutions financières.

Une offensive sous direction étasunienne

La taille du transfert est telle qu'il peut être piloté par les seules institutions européennes, mais conduit par les marchés et leur bras armé, l'administration étasunienne. La crise de l'euro a été déclenchée par l'attaque concentrée des agences de notations étasuniennes Standard & Poor's, Moody's et Fitch contre la dette de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal. L'abaissement des notes de ces trois pays par les agences américaines, surtout celle de la Grèce, reléguée dans la catégorie des investissements spéculatifs, est la conséquence d'une action concentrée. L'abaissement des notes fait suite à une série de décisions répétées et très rapprochées. Ces attaques ont été appuyées par l'appareil d'Etat US, notamment les déclarations alarmistes du conseiller économique du président Obama, ancien président de la Réserve fédérale étasunienne, Paul Volker qui a parlé d'une future désintégration de la zone euro. L'attaque contre l'euro apparaît comme un prétexte d'autant plus que « depuis 2004, on savait que les autorités grecques trichaient » [2] et cela sans aucune réaction des agences de notation.

Cette offensive contre l'euro est d'abord une action destinée à ramener aux Etats-Unis les capitaux étrangers nécessaires à la couverture du déficit croissant de la balance financière des USA. C'est un signal d'avertissement à des pays comme la Chine qui avait commencé à rééquilibrer leurs réserves de devises en achetant de l'euro au détriment du dollar. Pour les Etats-Unis, il y a en effet urgence en la matière. Jusqu'en 2009, le financement de leurs déficits et la défense du dollar étaient assurés par un solde positif des flux financiers. Mais, durant cette même année, si le mouvement des capitaux reste positif, il ne parvient plus à compenser les déficits. Le solde devient négatif d'un montant de 398 milliards de dollars [3]. A un niveau purement économique, l'offensive contre l'euro est de la même veine que la lutte contre la fraude fiscale, initiée par le président Obama en 2009 [4]. Il s'agit de ramener les capitaux dans le giron des USA.

Une opération de démantèlement de l'UE

Cette action tactique se double d'une opération stratégique, celle d'un mouvement de démantèlement de l'Union européenne au profit d'une union économique couvrant les deux continents. Le projet de création d'un grand marché transatlantique [5] en est la manifestation la plus visible. C'est en fonction de ce deuxième objectif que l'on peut comprendre l'attitude de l'Allemagne qui, aussi bien au niveau de la lutte contre la fraude fiscale que celui de l'attaque contre l'euro, a fourni un appui à l'offensive étasunienne. Cette

double attitude est cohérente avec l'engagement privilégié de cet Etat européen dans la mise en place d'une union économique transatlantique.

L'Union européenne a été construite autour de l'Allemagne et structurée selon ses intérêts. Pays économiquement le plus performant au moment de l'installation du marché commun, il a pu faire jouer pleinement ses avantages économiques comparatifs, sans contrainte politique, sans gouvernement économique, ni transferts importants vers les zones défavorisées. Jusque cette année, la zone euro absorbe les trois quarts des exportations allemandes [6]. L'Allemagne, par les déclarations de ses responsables politiques et de ses banquiers, ainsi que par l'exhibition répétée de ses hésitations, a contribué à l'offensive contre l'euro. Pour elle, les bénéfices de cette action sont immédiats. La baisse de la monnaie commune permet d'augmenter ses exportations hors zone euro. De plus, ce pays peut financer ses propres déficits à meilleur compte. La crise et la fuite vers la qualité qu'elle engendre permet aux obligations allemandes de se placer avec un taux d'intérêt réduit.

Si, à terme, l'Allemagne donne l'impression qu'elle scie la branche sur laquelle elle est assise, c'est qu'elle a décidé de changer de branche et veut s'intégrer dans un ensemble plus large : le grand marché transatlantique. La « construction européenne » est à la croisée des chemins. Jusqu'à présent, elle a permis un développement permanent de l'Allemagne. Ce processus ne peut plus continuer selon les mêmes modalités. L'UE ne peut sortir de la crise sans mettre en place un gouvernement économique gérant une politique économique commune, une harmonisation du développement et, pour cela, assurer des transferts financiers conséquents vers les pays et régions défavorisées. Cette gestion politique est en complète opposition avec le simple *Pacte de stabilité* promu par l'Allemagne. La politique budgétaire de diminution accélérée des déficits, réimposée au nom de ce pacte, va se faire au détriment du pouvoir d'achat des populations et ne peut se réaliser sans une récession économique. La zone euro ne peut plus être le débouché privilégié des exportations allemandes. L'Allemagne a fait son choix : celui du grand marché transatlantique et du marché mondial.

Une mise sous la tutelle du FMI

Au lieu de restructurer la dette des pays défaillants, l'Europe a mis sur pied deux fonds d'intervention. L'Eurogroupe, formé par les ministres des finances de la zone euro, a développé un mécanisme inédit de 750 milliards d'euros de prêts et de garanties, afin de venir en aide aux pays de la zone euro qui auraient des difficultés à emprunter sur les marchés financiers. Le dispositif prévoit 60 milliards de prêts européens gagés sur le budget de l'Union européenne, 440 milliards d'euros de garanties apportées par les pays membres de la zone euro, ainsi que 250 milliards d'euros de prêt du FMI, soit un total de 750 milliards [7]. Ce dispositif de secours est prévu pour une durée de trois années.

Alors qu'il n'y avait aucune impossibilité financière à assumer l'entièreté du fonds, l'Eurogroupe choisit de se lier les mains avec le FMI, dans lequel les USA ont la majorité des droits de vote. Ce dispositif de servitude volontaire reproduit, en l'amplifiant, le schéma déjà construit pour venir en aide à la Grèce. Ce dernier programme est d'un montant de 110 milliards d'euros, dont 30 en provenance du FMI.

Que signifie la volonté du Conseil européen d'arrimer au FMI la procédure mise en place pour venir en aide aux pays de la zone euro ? Si on regarde les recettes appliquées par cette institution internationale aux pays auxquels il a accordé des prêts, le mode opératoire est immuable : imposer une baisse du salaire direct et indirect, la privatisation des services publics et la suppression des politiques sociales. La politique du FMI a toujours conduit à un appauvrissement important des populations [8].

En cas de dépression ou même de stagnation économique, la « politique de consolidation des dépenses publique » est vouée à l'échec. Les 750 milliards prévus d'aide serviront à rembourser les banques au détriment du pouvoir d'achat du contribuable et ce versement aux institutions financières augmentera d'autant la récession. Ainsi, mise sous tutelle du FMI et création de fonds d'aide aux banques sont deux aspects complémentaires d'une même politique. Il s'agit de procéder à une importante redistribution des revenus en faveur des entreprises financières.

Quel avenir pour l'Union européenne ?

Une telle opération contre les revenus des populations nécessite de neutraliser tout processus de décision au niveau des Etats nationaux, une structure dans laquelle les citoyens gardent quelques moyens de

défense et cela au profit des mécanismes de marché, placés complètement hors de portée de toute pression politique. La question est de savoir quel rôle vont jouer les institutions européennes dans ce processus de mise sous dépendance des marchés financiers ?

Une première réponse se trouve dans l'accord selon lequel les budgets des Etats de la zone euro seront mis sous tutelle d'un organisme composé de la Commission, de la Banque centrale européenne et le l'Eurogroupe.

Les pays qui n'arriveront pas à ramener leur dette a moins de 60 % du PIB seront amendés par Bruxelles. Ce texte envisage la possibilité de sanctions même lorsque la limite actuelle de 3 % du PIB, fixée par le *Pacte de stabilité*, n'est pas encore dépassée. L'idée serait de pouvoir déclencher des procédures, pour déficit excessif, pour les pays dont la dette ne recule pas suffisamment [9]. Ensuite, une modification des traités n'est pas exclue, afin de permettre la suspension des droits de vote lors des réunions ministérielles.

Le modèle allemand, faire inscrire, dans la Constitution, le principe de l'équilibre budgétaire, soutenu également par la France, est appelé à se généraliser. Cela supprimerait toute possibilité, déjà actuellement très faible, d'initiative budgétaire. Les Etats membres seraient, vis-à-vis de l'Union européenne, comme les Etats fédérés étasuniens vis à vis de leur Etat fédéral. Cependant, il ne faut pas se tromper, il ne s'agit pas là d'un renforcement de la construction européenne, mais, au contraire, de la dissolution de toute possibilité d'initiative politique afin de conforter la toute puissance des marchés.

La construction européenne a été imposée par les Etats-Unis qui, après la guerre, en ont fait une condition d'octroi des aides du Plan Marshall [10]. Elle a été réalisée autour de l'Allemagne, dont les intérêts immédiats étaient complémentaires de ceux des USA. L'attaque contre l'euro et l'opération de démantèlement de l'Union européenne résultent aussi d'une offensive lancée par les USA et est également relayée par la première économie de l'ancien continent, ainsi que par les institutions de l'UE. La Commission et le Conseil confirment ainsi leur participation à la décomposition de l'Union et à son intégration dans une nouvelle structure politique et économique transatlantique sous direction US, un rôle déjà joué à travers les négociations des accords sur le transfert des données personnelles des citoyens européens vers les USA [11] et les tractations ayant pour objet la création d'un grand marché regroupant les deux continents. La mise sous la tutelle du FMI de la gouvernance économique européenne représente une étape supplémentaire dans la dissolution de toute capacité d'initiative des pays membres de l'UE et une phase de transition pour leur intégration dans un ensemble transatlantique. L'euro sera maintenu comme une simple coquille vide. La suppression de la monnaie commune ne peut convenir, ni à l'Allemagne, dont le retour à un mark valorisé comme monnaie refuge serait suicidaire pour son économie [12], ni aux Etats-Unis qui n'ont aucun intérêt à étendre la souveraineté de leur monnaie et l'usage des privilèges qui y sont attachés.

[1] Paul Seabright, « Ce sont les banques que l'on sauve, pas la Grèce », *Le Monde*, le 17 mai 2010.

[2] Déclaration de Jean Arthuis, président de la commission des finances du Sénat français, in « Grèce : le rôle des agences en question », AFP, le 28 avril 2010.

[3] « Les flux financiers et la pérennité du dollar », *Economie et crise aux USA-Blog Le Monde.fr*, le 19 avril 2010.

[4] « Le G 20 : une hiérarchisation des marchés financiers », et « Lutte contre la fraude fiscale ou main mise sur le système financier international ? », par Jean-Claude Paye, Réseau Voltaire, les 9 avril et 3 mars 2009

[5] « Le futur grand marché transatlantique », *Réseau Voltaire*, par Jean-Claude Paye, le 4 février 2009.

[6] Michel Aglietta, « La longue crise de l'Europe », *Le Monde*, le 17 mai 2010.

[7] « La zone euro met en place son fonds de secours historique », AFP, le 7 juin 2010.

[8] Raphaël Massi, « Le FMI attaque », *International Nieuws Agoravox*, le 13 juin 2010.

[9] Guillaume Errard, « Déficits : Bruxelles devra valider les budgets nationaux », *Le Figaro.fr*, le 6 juin 2010.

[10] « Histoire secrète de l'Union européenne », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 28 juin 2004. et « L'histoire du Bilderberg racontée à Y. Calvi et J.F. Khan », par Laurence Kalafatides, *Oulala.net*, le 20 mai 2008,

[11] « Affaire Swift : un nouvel abandon de la souveraineté européenne », par Jean-Claude Paye, *Réseau Voltaire*, le 20 décembre 2009.

[12] Jean-Michel Vernochet, « Euro : l'hypothèse du pire », *Réseau Voltaire*, le 18 mai 2010.